

Pour Orbán, les Droits de l'Homme ne doivent pas impliquer le suicide national

écrit par Fallaci | 16 janvier 2017



<http://visegradpost.com/fr/2017/01/14/pour-orban-les-droits-de-lhomme-ne-doivent-pas-impliquer-le-suicide-national/>

Hongrie – Le gouvernement hongrois va plus loin dans son opposition à l’immigration extra-européenne, illégale comme légale. Viktor Orbán a de nouveau prononcé un discours fort, s’exprimant contre le «suicide national» et **le gouvernement a annoncé sa volonté de mettre fin aux obligations d’État permettant d’acquérir des visas permanents.**

Devant 532 gardes-frontières fraîchement entrés en fonction, Viktor Orbán a expliqué le jeudi 12 janvier, que leur travail consistera à protéger les frontières de la Hongrie et la sécurité de tous les Hongrois « et celle de toute l’Europe aussi, comme cela a été le cas de la nation [hongroise] pendant des centaines d’années ».

« Les attentats terroristes, les émeutes, la violence, le crime, les conflits ethniques et culturels nous montrent tous que ceux qui viennent ne veulent pas vivre notre vie », a déclaré Orbán aux gardes-frontière. **« Ils veulent continuer à vivre leur vie, simplement avec un niveau de vie européen, nous les comprenons, mais nous ne pouvons pas les laisser entrer en Europe. Aucun Droit de l’Homme ne prescrit le suicide national ».**

Les demandeurs d'asile seront désormais détenus dans des camps fermés

La détention systématique des migrants arrivant dans le pays sera mise en place, a expliqué Viktor Orbán le vendredi 13 janvier, lors de son discours hebdomadaire à la radio publique. « Nous avons rétabli la détention systématique dans le cas de ceux dont la demande d'entrée en Europe n'a pas encore été légalement approuvée ». « Tant qu'il y a un verdict en suspens – dans leurs demandes d'asile -, ils ne peuvent pas se déplacer librement en Hongrie », a déclaré le premier ministre hongrois.

Sous la pression de Bruxelles, l'agence des Nations unies pour les réfugiés et la Cour européenne des droits de l'homme, la Hongrie a suspendu en 2013 la pratique de la détention des demandeurs d'asile. Les camps fermés sont une des demandes principales du Jobbik, portée par le vice-président du parti et maire d'une petite ville à la frontière avec la Serbie, László Toroczkai, depuis le début de 2015. Il avait été également le premier à demander la clôture aux frontières de la Hongrie.

« Depuis, il y a eu des actes de terrorisme en Europe occidentale, » a déclaré M. Orbán vendredi. « Tout règlement juridique qui facilite les actes de terrorisme doit être modifié dans l'intérêt de notre propre légitime défense ». Il s'est dit conscient que cela « va ouvertement contre l'UE », prenant le risque d'un conflit ouvert avec Bruxelles, une fois de plus.

La fin des bons d'État permettant les visas illimités

Il y a trois mois, le projet d'amendement constitutionnel contre les quotas obligatoires de migrants, proposé par le parti de gouvernement Fidesz, a échoué en raison du boycott surprise du vote par le parti populiste de droite Jobbik, qui voulait ajouter au projet de loi la suppression du programme de bons d'État. Ces obligations permettent aux non-citoyens de l'UE d'acheter un permis de séjour permanent Schengen.

Des discussions très dures ont eu lieu au parlement hongrois entre le gouvernement conservateur national Fidesz et le populiste de droite Jobbik sur ce sujet. Les menaces pour la sécurité, les soupçons de corruption élevée et la trahison envers les Hongrois – qui rejettent l'immigration non-européenne – constituaient les principaux arguments du Jobbik.

Finalement, le gouvernement suspendra le programme pour une durée indéterminée, affirmant que ces obligations ne sont plus nécessaires puisque l'agence de notation

Moody's a amélioré la cote de solvabilité du pays. Plusieurs scandales de corruption liés à ces obligations ont marqué 2016 et il est très probable que le gouvernement ait voulu mettre fin à ce programme qui s'est avéré être un échec. Par conséquent, plus aucune demande pour des permis de résidence via l'achat de bons d'État ne sera acceptée à partir du 1er avril.

<http://visegradpost.com/fr/2017/01/14/pour-orban-les-droits-de-lhomme-ne-doivent-pas-impliquer-le-suicide-national/>

<http://visegradpost.com/fr/2017/01/14/pour-orban-les-droits-de-lhomme-ne-doivent-pas-impliquer-le-suicide-national/>